



Populaire et patriote

Pour une politique qui ressoude la Nation France



Le temps des illusions sur l'avenir radieux post-national est fini. La Nation, la patrie, que certains jugent dépassées, doit revenir en force. De fait, c'est l'échelle qui nous rassemble, nous protège, nous transcende. Face aux inquiétudes géopolitiques et au profond malaise social, il est grand temps de réancrer la politique autour de deux principes : être populaire, au nom de la souveraineté mais sans pour autant virer dans le populisme ; être patriote, au nom de nos gloires et aspirations communes, sans prôner une vision fermée. Défendons une politique du courage et de la Nation France !

Par Aymeric DELON

“La nation, comme l'individu, est l'aboutissement d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements. [...] Avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore : voilà les conditions essentielles pour faire un peuple.”

Ernest RENAN, *Qu'est-ce qu'une nation ?*

L'heure est au grand bouleversement du monde. Les menaces sont nombreuses et jamais l'échelle de la Nation n'a été aussi pertinente. Facteur d'émancipation historique face aux tutelles impériales et cléricales, la Nation détient les clefs d'une adhésion collective au service d'un projet commun, enraciné dans un passé partagé (par la naissance ou l'intégration culturelle). La politique doit réhabiliter avec force et courage la Nation, ce qui appelle à une vision populaire et patriote.

*
* *

Faire Nation, c'est développer une politique populaire.

Le peuple détient la souveraineté

La Nation se conçoit comme le déterminant de la souveraineté politique. Cette conception, héritée de la Révolution, est inscrite à l'article 3 de notre Constitution. La Nation, comme RENAN l'a écrit, a pour sève l'âme de la population, dont les volontés et les valeurs doivent inspirer l'action publique.

Le peuple oublié et insécure

Or, la Nation est une réalité délitée. En effet, la communauté nationale peine à être unie et une “archipellisation” (Jérôme FOURQUET) de notre société sape toute possibilité concrète de Nation. Le peuple se sent inconsideré par la classe politique. Jean-Pierre LE GOFF estime ainsi que les reniements des gouvernants - le symbole ultime étant la ratification du traité de Lisbonne - ont jeté un discrédit au mandat donné par le citoyen-électeur. De surcroît se greffe une dimension territoriale : le pouvoir semble ne

servir que les intérêts de certaines franges de la population, laissant une France “périphérique” (Christophe GUILLUY) inaudible. Dans ce contexte, s'est développée une “insécurité culturelle” (Laurent BOUVET), caractérisée par une perte de repères. Les Français aspirent à l'ordre, au respect (à l'école, dans les rues, dans les comptes, en termes d'immigration, en termes d'application de la loi et de nos valeurs). La désindustrialisation a détruit plus que des emplois, elle a miné des fiertés personnelles, et c'est le grand drame des politiques socio-économiques récentes de l'avoir omis. Une fierté ne peut être dignement détruite, et aucune allocation publique ne peut la réparer.

Se prémunir de la tentation populiste

Néanmoins, la nécessité de revenir au pouvoir du peuple, par le truchement du gaullien référendum notamment, ne doit pas dévier en populisme. Opposé à l'entrée de son pays dans la CEE et dans l'OTAN, le leader du grec Pasok Andreas PAPANDREOU déclarait en 1981 : “Il n'y a pas d'institutions. Seul le peuple existe”. Or, la politique requiert de la technique, de l'expertise. Faisons ce constat non pas pour entretenir des castes bureaucratiques, mais bel et bien pour définir une action responsable. En sus de cette nécessité d'une représentation politique pour une gestion opérationnelle, la politique ne doit pas s'engager dans une valse avec la volatilité de l'opinion, mais peut justifier de voir au-delà, au nom de l'intérêt général, qui transcende l'intérêt particulier.

Populaire et courageux

Faire Nation, c'est ainsi rappeler que la politique est le principe actif de notre vie collective, et que le peuple-citoyen est le fondement élémentaire de la décision. Ce qui ne veut pas dire que la politique implique des décisions impopulaires, au nom d'un intérêt général présent et futur. Ainsi, la politique se doit d'être autant populaire que courageuse.

Faire Nation, c'est développer une politique patriote.

La dévalorisation de la patrie

La patrie est aujourd'hui décriée par une partie de la classe politique, qui la juge réactionnaire, xénophobe et belliciste. C'est dans cette logique que d'aucuns ont rêvé de remplacer l'Etat-Nation par un "patriotisme constitutionnel" (Jürgen HABERMAS), éthéré par des seules valeurs (essentiellement des droits), détaché de tout enracinement culturel et historique. Loin est dès lors le sacrifice d'une Iphigénie consentie pour l'Hellade toute entière (EURIPIDE, *Iphigénie à Aulis*) et de l'esprit si latin du *pro patria mori*.

Les menaces pour la patrie

Dans ce contexte de dévalorisation, la patrie subit des assauts délétères qu'il convient de combattre. Premièrement, l'idéologie du tout-marché. Le "doux commerce" devait unir les peuples, mais les crises récentes ont mis du plomb dans l'aile à cet idéal. Toutefois, cet enjeu ne doit pas être rejeté. Libéraux, nous sommes convaincus, par la force scientifique des données économiques, de l'importance du libre échange. Il convient de contrebalancer ce mouvement d'un encadrement responsable, protecteur de nos intérêts, ce que la France et l'UE commencent à faire depuis deux ans. Un autre fléau beaucoup plus radical et dangereux est la volonté idéologique de détruire les appartenances patriotes au nom d'une lutte des classes qui se transmute de plus en plus en lutte des minorités, en déracinant complètement les individus de leurs racines nationales ou, pour être plus exact, des gloires passées pour ne laisser que de la culpabilité décontextualisée. Dernier fléau : la question très sensible de l'immigration. La doctrine juridique européenne, incarnée notamment par des textes émanant des institutions européennes comme le guide de 2017 sur les discriminations à l'égard des musulmans, considère que l'intégration est foncièrement un processus discriminatoire (et en ce sens dans la droite - ou plutôt gauche - ligne du fléau précédent). Or, on ne peut nier que la cohésion nationale implique la possession d'un "legs commun de souvenirs" pour citer une nouvelle fois RENAN. Ils peuvent être acquis par la volonté et l'école, indépendamment de son pays de naissance, mais ils doivent être intégrés. L'immigration française de la première moitié du siècle dernier souligne la souscription des immigrés européens comme extra-européens à cette idée (Jean DANIEL, *Réconcilier la France. Une histoire intime de la Nation*). Même Jean-Jacques ROUSSEAU, notamment dans ses

Considérations sur le gouvernement de Pologne, rappelle l'importance d'une communauté culturelle pour faire Nation, au-delà de la volonté générale (qu'il pourtant sacralise). Il faut ainsi comprendre que ce n'est pas l'immigration *per se* qui est un danger pour la patrie mais l'absence de sa maîtrise, dont on a compris que l'enjeu est plus durablement culturel que conjoncturellement statistique.

Pour une patrie unie, ouverte et fière

Il est grand temps d'affirmer qu'être patriote n'est pas un crime, mais une richesse profonde. De contredire Jules RENARD qui, dans son *Journal*, affirme qu'« au fond de tout patriotisme, il y a la guerre : voilà pourquoi je ne suis point patriote. » Disons plutôt avec Jules MICHELET : « Plus l'homme entre dans le génie de sa patrie, mieux il concourt à l'harmonie du monde » (*Le Peuple*). La patrie française, c'est une conception positive. Positive, vers l'avant, désireuse de nous rassembler pour ce qui fait que nous sommes collectivement meilleurs, dignes de notre rang. Positive, mais pas magnifiée au détriment de l'esprit critique, une qualité si française, au travers d'une Histoire qui oublierait ses torts. Notre fierté ne doit pas être mal placée, et surtout ne pas être renfermée, rabougrie. Le patriotisme est notre ciment, le rappel que des femmes et des hommes se sont sacrifiés pour faire ce que nous sommes aujourd'hui, pour une certaine idée de la France, pour ne rendre chaque génération davantage meilleurs. Soyons fiers avec Victor HUGO : « La France est de la même qualité de peuple que la Grèce et l'Italie. Elle est athénienne par le beau et romaine par le grand. En outre, elle est bonne. Elle se donne. Elle est plus souvent que les autres peuples en humeur de dévouement et de sacrifice. » (*Les Misérables*)

* *
*

La disparition ce 08 septembre de la reine Elizabeth II a profondément attristé ses sujets (et même au-delà). Elle les a surtout unis. Unis soixante-dix ans durant face à l'adversité, en incarnant et rappelant sans cesse ce qu'ont les Britanniques de meilleurs ensemble. Face au retour du tragique de l'Histoire, la Nation est notre ultime rempart. Rassembleuse, protectrice, émancipatrice. Elle nous élève. Le courage de la politique et la nécessité de notre union, autour de valeurs et d'héritages collectifs, est l'essence même de la politique qui nous faut. D'urgence, et dans la durée. La Nation est notre arbre vital, dont la sève est l'âme du peuple, les racines nos héritages communs et la cime ce désir de se dépasser ensemble, pour une gloire commune ■